

**Réhabilitation et adaptation des infrastructures de
l'entrepôt logistique du
Service de l'énergie opérationnelle (SEO)
de Portes-lès-Valence.**

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)
Phase candidature**

Numéro de consultation : DAF_2025_000224

Procédure de passation : Appel d'offres restreint, selon les règles spécifiques applicables aux marchés de défense ou de sécurité, conformément aux dispositions des articles [R.2324-1](#), [R.2324-2](#) et [R.2361-2 à 3](#) et [R.2361-7](#) du Code de la Commande Publique (CCP)

Délai de réception des candidatures :

Date et heures limites de réception : 17 juin 2025 à 16h00 (UTC+02:00)

Table des matières

ARTICLE 1 -	MAÎTRE D'OUVRAGE	6
ARTICLE 2 -	CONTEXTE	6
ARTICLE 3 -	OBJET DE LA CONSULTATION	7
3.1.	Points saillants.....	7
3.2.	Thèmes à enjeux	7
ARTICLE 4 -	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	8
4.1.	Procédure de passation.....	8
4.2.	Déclaration sans suite	8
4.3.	Mise en concurrence infructueuse	8
4.4.	Étapes de la procédure.....	8
4.5.	Allotissement	9
4.6.	Résumé descriptif des différents lots	9
4.6.1.	Lot n°2 - Terrassements - VRD - Espaces verts	10
4.6.2.	Lot n°3 - Génie civil - Dallage - Corps d'état architecturaux	10
4.6.3.	Lot n°4 - Clos et couvert - Portes industrielles	10
4.6.4.	Lot n°5 - Charpente - Métallerie - Protection feu	11
4.6.5.	Lot n°6 - Chauffage, ventilation, climatisation - Installations sanitaires	11
4.6.6.	Lot n°7 - Protection incendie (SPK, IEAMHF, RIA/PIA).....	11
4.6.7.	Lot n°8 - Électricité courants forts et faibles	12
4.6.8.	Lot n°9 - Équipements logistique	12
4.7.	Tranches	12
4.8.	Variantes	12
4.8.1.	Prestations supplémentaires éventuelles.....	12
4.9.	Durée du marché	13
4.9.1.	Délais d'exécution.....	13
4.10.	Valeur estimée	13
4.11.	Lieu d'exécution	14
4.12.	Considérations sociales	14
4.13.	Considérations environnementales	14
4.14.	Traitement de données à caractère personnel	15
4.15.	Secret des affaires	15
ARTICLE 5 -	INFORMATION DES CANDIDATS	15
5.1.	Contenu des documents de la présente consultation en phase candidature.....	15
5.2.	Modalités de retrait et de consultation des documents.....	15
5.3.	Délai de réception des candidatures.....	16
5.4.	Modification du dossier de consultation	16
5.5.	Demandes de renseignements complémentaires et questions	16
ARTICLE 6 -	CANDIDATURE	16

6.1.	Restriction	16
6.2.	Motifs d'exclusion	16
6.3.	Conditions de participation.....	17
6.3.1.	Appréciation de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle.....	17
6.3.2.	Appréciation de la capacité économique et financière	19
6.3.3.	Appréciation des garanties techniques et professionnelles	20
6.4.	Présentation de la candidature	23
6.4.1.	Candidature avec les formulaires « DC1 et DC2 ».....	23
6.4.2.	Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)	24
6.4.3.	Précisions concernant la constitution des GME	24
6.4.4.	Précisions concernant la sous-traitance.....	24
6.5.	Examen des candidatures	24
6.5.1.	Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs	25
ARTICLE 7 -	MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS	25
7.1.	Contexte	25
7.1.1.	Accompagnement.....	25
7.1.2.	Antivirus.....	25
7.1.3.	Présentation des dossiers et format des fichiers.....	26
7.1.4.	Constitution du pli à déposer	26
7.1.5.	Horodatage.....	26
7.1.6.	Copie de sauvegarde.....	26
7.2.	Date et heure de réception des plis	28
7.3.	Conditions de transmission des plis.....	29
ARTICLE 8 -	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	29
8.1.	Exclusion de la procédure.....	29
8.2.	Dispositif e-Attestations	29
8.3.	Mise au point éventuelle	30
8.4.	Éléments additionnels, de contexte, relevant de la phase de remise des offres.....	30
8.4.1.	Conditions de prix et TVA	30
8.4.2.	Avance	31
8.4.3.	Taux de l'avance	31
8.4.4.	Clauses de réexamen.....	31
8.4.5.	Critères de jugement des offres.....	32
ARTICLE 9 -	LANGUE.....	32
ARTICLE 10 -	UNITÉ MONÉTAIRE	32
ARTICLE 11 -	CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ.....	32
ARTICLE 12 -	CONTENTIEUX.....	32
ARTICLE 13 -	MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE.....	33
ARTICLE 14 -	ANNEXES	34

PRÉAMBULE

Service de soutien ayant succédé en 2021 au Service des essences des armées, évoluant sur un rayon d'action interarmées avec une composante interministérielle et placé sous les ordres du chef d'état-major des armées, le Service de l'énergie opérationnelle (SEO¹) représente au titre de cette opération le maître d'ouvrage, par l'intermédiaire du Centre de soutien technique et administratif (CSTA) implanté à Nancy (Meurthe-et Moselle - 54).

Le SEO a pour principales missions la **logistique** des produits pétroliers au travers de son [maillage territorial](#), la **réalisation** et la **maintenance** des matériels pétroliers dédiés et des infrastructures spécifiques, en sa compétence de service constructeur pour les installations pétrolières à terre, ainsi que le **conseil** et l'**expertise** pétrolière au profit de l'ensemble des armées, directions et services relevant du ministère des Armées. Au titre de son expertise, il est également présent au sein d'organismes gouvernementaux œuvrant dans le domaine des énergies.

Ses composantes dominantes s'adressent à la distribution de carburants terrestres, aéronautiques ou nécessaires au fonctionnement des infrastructures, ingrédients et produits divers, ainsi que matériels pétroliers. Elles sont à destination des forces françaises, éventuellement multinationales ou alliées mais également, lorsque les circonstances l'imposent, au profit de missions d'intérêt général spécifiquement dédiées à des personnes publiques ou privées.

Ses principaux clients bénéficiaires sont localisés sur le territoire national, au sein des forces de souveraineté et pré-positionnées, ainsi que sur les théâtres d'opérations.

Les attributions réglementaires du SEO sont fixées par les articles [R.3241-26](#) à [R.3241-31](#) du Code de la Défense. Elles recouvrent trois domaines complémentaires donnant une grande cohérence au soutien pétrolier interarmées et opérationnel :

- opérateur d'**énergie**, en particulier de la mobilité ;
- **soutien** des forces armées ;
- **expertise**.

Le CSTA procède, entre autres attributions, à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre s'adressant à la construction des infrastructures pétrolières spécialisées ainsi qu'à la gestion environnementale afférente. Son commandant, l'acheteur, exerce exclusivement, s'agissant du domaine, les fonctions de représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) au sens de l'article [L.1210-1](#) du code de la commande publique (CCP) et représentant du maître d'ouvrage (RMO) au sens de l'article [L.2411-1](#) du CCP.

Le Commandement de la logistique de l'énergie opérationnelle (CLEO), exploitant des installations relevant du présent projet, est en charge de la logistique opérationnelle, notamment au travers du soutien pétrolier des forces sur le territoire métropolitain. Dans le cas d'espèce présent, est concernée la nuance s'adressant à la logistique des lubrifiants et produits de spécialités, dénommée « Ingrédients, Produits Divers et Emballages » (IPDE) dans la terminologie spécifique aux Armées.

Espace laissé intentionnellement vide

¹ Le [décret no 2020-1771 du 30 décembre 2020](#) relatif aux services de soutien et aux services interarmées du ministère de la Défense a remplacé la dénomination « Service des essences des armées » (SEA) par « Service de l'énergie opérationnelle » (SEO).

ARTICLE 1 - MAÎTRE D'OUVRAGE

Au titre du présent marché, l'acheteur, RPA et RMO est :

Ministère des Armées

Service de l'énergie opérationnelle

Centre de soutien technique et administratif (CSTA²)

Bureau Achats / Section Infrastructure

Caserne Thiry – 47 rue Sainte Catherine – CS 60016 – 54035 NANCY CEDEX.

Pays : France

Code NUTS : FR411

Téléphone : +33 (0)3.83.19.35.39

Adresse Internet du profil acheteur dédié, Plateforme des achats de l'État (PLACE), espace entreprises : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Adresses électroniques : sebastien.barcelo@intradef.gouv.fr
csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr

ARTICLE 2 - CONTEXTE

Afin d'adapter et rationaliser sa chaîne logistique des IPDE approvisionnés, stockés puis délivrés auprès de parties prenantes, directement sur site ou par expédition, et pallier la saturation de l'actuel site implanté sur l'emprise du Centre de ravitaillement en essences (CRE) de Bouy, le SEO souhaite établir sa fonction de stockage IPDE sur l'ex site de l'établissement logistique du commissariat de l'Air (ELCA 784) devenu commissariat des Armées, de Portes-lès-Valence (26 – Drôme), propriété du ministère des Armées, sans-emploi depuis juillet 2018, tout en restant entretenu.

L'intérêt de cette manœuvre réside dans la concentration de toutes les opérations logistiques et du contrôle de la qualité en un point unique. Cela permettra de rationaliser les flux de livraison, le stockage central, ainsi que les tâches d'exécution, afin de faire face à l'augmentation globale de cette activité pour laquelle les cessions sont en continuelle augmentation, de l'ordre de 20 % depuis 2015.

L'emplacement choisi permet de rapprocher le stockage et les besoins, dont 60 % sont à destination de la zone Sud-Est hexagonale. En outre, cela permet d'être situé sur une artère majeure des flux d'acheminement par voie de surface.

Le projet est exécuté avec le concours d'une maîtrise d'œuvre privée (MOP) afin d'en garantir l'adaptabilité, l'homogénéité et la pérennité ; cela fait l'objet du support contractuel référencé n°2023-1000169979, notifié le 14 avril 2023 dont l'attributaire est le Groupement momentané d'entreprises (GME³) conjoint, avec mandataire solidaire, dénommé « groupement EDEIS INGÉNIERIE ». Il comporte les missions de maîtrise d'œuvre ainsi que les missions complémentaires Diagnostics (DIAG), Mission géotechnique G2 PRO - Études de projet (PRO), Mission géotechnique G4 Études - Visas, Mission géotechnique G4 Travaux – Direction de l'exécution des travaux (DET), Direction des études de synthèse, Mission de coordination du système de sécurité incendie (CSSI) et Ordonnancement, coordination et pilotage (OPC) ; peuvent être activées au besoin des Missions complémentaires d'assistance (MCA 1 à 4). La présente opération fait également appel à des ressources externes privées en l'espèce d'un coordonnateur de sécurité et de protection de la santé

² [L'arrêté du 20 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2020 portant organisation du service de l'énergie opérationnelle et divers arrêtés intéressant le ministère de la Défense a transformé la direction de l'exploitation et de la logistique pétrolières interarmées \(DELPIA\) en deux entités distinctes suivantes : le Commandement de la logistique de l'énergie opérationnelle \(CLEO\) et le Centre de soutien technique et administratif \(CSTA\).](#)

³ Un groupement momentané d'entreprises, ou GME est un accord momentané entre plusieurs entreprises pour élaborer une offre commune en réponse à un marché.

(CSPS) ainsi que d'un contrôleur technique (L⁴, LE⁵, PS⁶, STI⁷ et ENV⁸).

Les entreprises de travaux titulaires se verront confier l'ensemble des études d'exécution.

ARTICLE 3 - OBJET DE LA CONSULTATION

S'inscrivant dans le contexte sus-cité, l'opération ambitionne de réhabiliter et d'adapter la zone logistique existante, décrite ci-dessus, actuellement sans activité, en une plateforme logistique opérationnelle, conforme aux référentiels contemporains, garantissant pérennité et homogénéité. Afin de parvenir aux opérations dévolues de réception-stockage-expédition de produits conditionnés (inflammables et non-inflammables), sont prévus tous les travaux et équipements nécessaires à sa mise en exploitation.

Le marché a pour objet : Réhabilitation et adaptation des infrastructures de l'entrepôt logistique du Service de l'énergie opérationnelle (SEO) de Portes-lès-Valence.

Le marché est un marché de Travaux.

La description précise des travaux requis et leurs spécifications techniques seront indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) constitutif du dossier de consultation des entreprises (DCE) qui sera mis à disposition à l'occasion de la phase dite « de remise des offres ».

Code CPV de la consultation :

Valeur principale : 45453000-7 - Travaux de remise en état et de remise à neuf.

Code GM de la consultation :

Valeur principale : 36.02.02 – Travaux de rénovation bâtiment (yc bâtiments historiques).

3.1. Points saillants

La parcelle du site objet du projet représente une surface approximative de 95 460 m². Elle comporte actuellement et maintiendra à l'issue des travaux plusieurs bâtiments dont la surface cumulée faisant l'objet de l'opération de réhabilitation est de sensiblement 21 000 m². Les surfaces à construire, cumulées, représentent 730 m².

Dans l'ossature de l'existant, on dénombre :

- un hall logistique à restructurer, constituant le bâtiment principal de l'opération ;
- trois bâtiments existants à désamianter et déconstruire, hors du champ d'application de la présente consultation ;
- un ancien atelier et un bâtiment technique accueillant les installations de protections contre l'incendie qui seront à restructurer et adapter pour le futur usage du site.

Au titre des opérations de construction neuve de bâtiments, est requise l'implantation de deux bâtiments, le premier à usage de poste d'accueil et de filtrage des accès, le second dévolu à l'accueil des chauffeurs des flux logistiques.

3.2. Thèmes à enjeux

Eu égard à l'activité logistique du site et à la nature du stockage, l'exploitant a sollicité des services spécifiques de l'administration une autorisation d'exploitation au titre des ICPE⁹. Les principales rubriques concernées sont les 1510 et 4331 avec un régime d'enregistrement, la 1436 avec un régime de déclaration avec contrôle. Dans les différentes nuances, sont représentées les rubriques 1436, 1510-2-b, 4331, 4441 et 4722 des ICPE.

⁴ Solidité des ouvrages et des équipements indissociables.

⁵ Solidité des existants.

⁶ Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séismes.

⁷ Sécurité des personnes dans les constructions, lorsqu'elle porte sur des immeubles du secteur tertiaire ou sur des bâtiments industriels.

⁸ Protection de l'environnement : application de la réglementation.

⁹ [Installations classées pour la protection de l'environnement.](#)

À l'observation d'une étude historique et du recueil de données empiriques, les travaux à mener sur le site peuvent potentiellement être confrontés à un risque fortuit de découverte d'objets explosibles. Par voie de conséquence, afin d'assurer la sécurité de tous, le RMO a fait le choix d'avoir recours à une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) dédiée au domaine pyrotechnique, présente « en pied de pelle », à l'avancement des travaux intrusifs. Cette composante aura nécessairement une incidence sur les lots n°2 et 3 dans leur rendement considérant que le RMO n'autorise pas l'exécution de travaux intrusifs sans sécurisation de l'AMO dédiée. Au stade de l'offre sera fournie la méthodologie requise en exécution, définie par l'AMO pyrotechnie. L'ambition étant de parvenir, de la part de ce dernier, à la production d'un référentiel d'avancement nominal du balayage des zones dites « saturées », « aveugles » et « à forte densité », exprimé au moyen de données temporelles de traitement requises par rapport à une référence surfacique ainsi que toutes autres données utiles, ces valeurs chiffrées offrant aux soumissionnaires la possibilité de parvenir à une juste définition du prix.

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.1. Procédure de passation

Le présent projet entre dans le champ défini par l'article [L.1113-1 dans ses 3° et 4°](#) du CCP, eu égard à la vocation finale de l'ouvrage destiné à assurer une mission de soutien directement liée au cycle de vie du matériel de guerre ainsi que dans sa conception et sa réalisation qui comportent des données ou informations protégées. Aussi, le RMO est tenu de recourir à un marché passé selon les règles spécifiques applicables aux marchés de défense ou de sécurité (MDS). Considérant que le montant estimé de l'opération se situe au-delà du seuil de procédure formalisée applicable aux marchés de travaux, pour l'application de l'article [R.2324-2](#) du CCP, il est fondé que la procédure mise en œuvre soit celle de l'appel d'offres restreint.

Ainsi, la procédure a recours à l'appel d'offres restreint, selon les règles spécifiques applicables aux MDS, conformément aux dispositions des articles [R.2324-1](#), [R.2324-2](#), [R.2361-2 à 3](#) et [R.2361-7](#) du CCP : elle comporte donc une phase candidature suivie d'une phase offre.

4.2. Déclaration sans suite

Conformément aux dispositions de l'article [R.2385-1](#) du CCP, la procédure peut potentiellement être déclarée sans suite, à tout moment. Si tel venait à être le cas, les candidats en seraient immédiatement informés et leur seraient communiquées les raisons. S'appliquent les conditions de l'article 12 du présent règlement de la consultation.

4.3. Mise en concurrence infructueuse

En l'absence constatée de candidatures déposées dans les délais prescrits ou jugées irrecevables, le RMO se réserve la possibilité de mettre en œuvre les dispositions prévues à l'article [R.2322-2](#) du CCP.

4.4. Étapes de la procédure

Considérant ce qui précède, à l'occasion de la présente phase initiale, phase de candidature, une analyse des dossiers de candidature sera exécutée ; seules seront retenues les candidatures présentées par lot, dont le dossier aura préalablement satisfait aux moyens de preuve ainsi qu'aux niveaux minimaux de capacités professionnelles, techniques et financières estimés indispensables pour l'exécution du présent marché.

Consécutivement à cette première étape, sur le fondement de l'envoi de lettres d'invitation à soumissionner, les opérateurs ayant présenté des candidatures conformes au référentiel annoncé, ou ayant fait l'objet d'une demande de régularisation, de complément ou d'explication des moyens de preuve, telles que prévues à la sous-section 6.5 du présent RC, seront admis à poursuivre et invités à soumissionner lors d'une seconde phase de remise des offres.

Cette phase terminale prévoit la mise à disposition d'un dossier de consultation des entreprises (DCE) exhaustif comportant toutes les données utiles requises.

À l'échéance cumulative de ces deux phases précitées, seront appréciées les offres sur le fondement de critères d'attribution observant et jugeant la valeur technique, au moyen notamment de la production d'un mémoire technique personnalisé, conforme au plan et attendus exprimés dans le DCE mais également par l'appréciation de l'offre tarifaire. La description synthétique des critères de jugement des offres tels qu'ambitionnés est exposée à la sous-sous-section 8.4.5 du présent RC.

Pour ce faire, il est établi qu'une visite du site objet des travaux soit rendue obligatoire aux prémices de la phase de remise des offres ; elle s'insère dans l'objectif ambitionné de permettre la juste construction de l'offre tarifaire et une définition cohérente des solutions techniques, en permettant d'appréhender concrètement la typologie du projet, les caractéristiques du site et l'envergure des opérations à mener.

4.5. Allotissement

Dans sa définition retenue, sans que cela ne revête réglementairement un caractère obligatoire pour l'application des articles [L.2313-5](#) et [R.2313-1](#) du CCP, le présent marché public de travaux répond au principe de l'allotissement. Recourir à ce choix ambitionne de garantir l'accès à une pluralité des offres résultant d'une concurrence étendue, élargissant par voie de conséquence le spectre de sélection et enfin d'ouvrir l'accès aux PME¹⁰.

Le processus de structuration a arrêté la solution suivante :

- lot n°1 - Désamiantage - Dépollution – Déconstruction.

Ce lot est strictement exclu du champ d'application de la présente procédure car le besoin sera honoré au moyen d'un contrat différencié, passé au titre d'un accord-cadre de déconstruction actif, dévolu spécifiquement au domaine dans l'application des opérations menées par le SEO, service constructeur compétent pour les installations pétrolières à terre relevant de son périmètre ;

- lot n°2 - Terrassements - VRD¹¹ - Espaces verts ;
- lot n°3 - Génie civil - Dallage - Corps d'état architecturaux ;
- lot n°4 - Clos et couvert - Portes industrielles ;
- lot n°5 - Charpente - Métallerie - Protection feu ;
- lot n°6 - Chauffage, ventilation, climatisation - Installations sanitaires ;
- lot n°7 - Protection incendie (SPK¹², IEAMHF¹³, RIA/PIA¹⁴) ;
- lot n°8 - Électricité courants forts et faibles ;
- lot n°9 - Équipements logistique.

Le nombre de lots pour lesquels un même opérateur économique peut présenter une offre ou le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même opérateur économique ne sera pas limité.

4.6. Résumé descriptif des différents lots

Les objectifs décrits, à ce stade d'élaboration du projet, ne constituent en aucune façon un engagement direct ou implicite du RMO à l'égard de tiers. L'architecture contemporaine du périmètre des prestations attendues ainsi que la répartition de ces dernières au sein des différents lots est envisagée selon la définition suivante :

¹⁰ Petites et moyennes entreprises ; ce sigle catégorise les entreprises dont l'effectif est inférieur à 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total de bilan n'excède pas 43 millions d'euros.

¹¹ Voirie et réseau divers.

¹² Installation fixe d'extinction automatique à eau ou « sprinkler ».

¹³ Installation fixe d'extinction automatique à mousse haut foisonnement.

¹⁴ Robinet d'incendie armé (RIA) et Poste incendie additivé (PIA).

4.6.1. Lot n°2 - Terrassements - VRD - Espaces verts

Le présent lot comportera les prestations suivantes :

- préparation du terrain par la purge du revêtement des voiries existantes, le reprofilage et la mise en œuvre de couches de roulement neuves pour une superficie 17 000 m² ;
- travaux de repérage des réseaux existants ;
- création de deux bassins de rétention pour le stockage et la gestion des eaux de pluie et d'extinction d'un volume totale d'environ 2 000 m³ ;
- réalisation des réseaux divers et notamment d'assainissement, comprenant environ 1 500 mètres linéaires de canalisations, d'éclairage et d'adduction d'eau potable ;
- réalisation d'un réseau d'alimentation des poteaux incendie ;
- travaux de bordure et signalisation ;
- travaux d'espaces verts.

Le présent lot intégrera la réalisation des études d'exécution.

4.6.2. Lot n°3 - Génie civil - Dallage - Corps d'état architecturaux

Le présent lot comportera les prestations suivantes :

- création des ouvrages de gros-œuvre formant quai de chargement/déchargement pour les poids lourds ;
- création, dans les structures existantes, des ouvrages de gros-œuvre permettant d'accueillir les quais niveleurs ;
- modification des façades du bâtiment logistique existant, constituées par des voiles en béton armés par comblement des ouvertures existantes et création de nouvelles ouvertures ;
- mise en œuvre des réseaux sous dallage formant système de collecte des eaux incendie avec caniveaux charges lourdes ;
- réalisation des dallages en béton conforme au DTU13.3¹⁵ du hall logistique pour une surface d'environ 15 000 m² ;
- réalisation d'infrastructures et d'élévations neuves ou réhabilitées des ouvrages à usage de bureaux, totalisant environ 800 m² ;
- travaux de second-œuvre comprenant les travaux de plâtrerie, doublage, peinture, faux-plafond, menuiseries intérieures, la réalisation des sols durs ou souples, les menuiseries extérieures.

Le présent lot intégrera la réalisation des études d'exécution.

4.6.3. Lot n°4 - Clos et couvert - Portes industrielles

Le présent lot comportera les prestations suivantes :

- réfection par le remplacement partiel du complexe d'étanchéité du bâtiment logistique existant composé d'un bac acier double peau contenant un isolant minéral, pour une surface d'environ 3 000 m² ;
- curage, nettoyage et réparation des caniveaux et descentes d'eaux pluviales du bâtiment logistique ;
- changement des pliages situés aux faitages, et des habillages formant bandeaux à la jonction toiture / façade ;
- changement des ouvrants de désenfumage en toiture du hall logistique d'une surface d'environ 18 000 m² ;

¹⁵ Document technique unifié définissant les règles de conception et d'exécution des dallages en béton.

- réalisation des couvertures en bac double peau et des façades métalliques sur support maçonné des bâtiments neufs totalisant environ 150 m² de plancher ;
- mise en œuvre des portes industrielles de type sectionnel ;
- mise en œuvre des quais niveleurs et de leurs accessoires.

Le présent lot intégrera la réalisation des études d'exécution.

4.6.4. Lot n°5 - Charpente - Métallerie - Protection feu

Le présent lot comportera les prestations suivantes :

- création de auvents protégeant les quais de chargement/déchargement ;
- renforcement ponctuel des charpentes métalliques existantes du bâtiment logistique ;
- sécurisation de la toiture du bâtiment logistique par la mise en œuvre d'un garde-corps périphérique en toiture ;
- création de divers ouvrages de serrurerie : plateforme, échelles, échelons, et etc., nécessaires à l'activité logistique ;
- réalisation à l'intérieur du bâtiment logistique d'une ossature formant bâtiment de bureaux et support d'un plancher collaborant ;
- création d'une structure d'ombrière support de panneaux photovoltaïque ;
- protection au feu des ouvrages de charpente métallique du bâtiment logistique de 20 000 m² par la mise en place de plaques rigides de silicate ou par la projection d'un enduit pâteux ;
- protection au feu d'une ossature en béton armé de type poteaux/poutres par projection d'un enduit pâteux pour une alvéole logistique d'environ 2 500 m².

Le présent lot intégrera la réalisation des études d'exécution.

4.6.5. Lot n°6 - Chauffage, ventilation, climatisation - Installations sanitaires

Le présent lot comportera les prestations suivantes :

- mise en place des équipements de traitement d'air avec contrôle de température pour le bâtiment logistique par un système de pompes à chaleur réversible, unités gainables de forte puissance avec gaine micro, compris régulation ;
- mise en place des systèmes de pilotage avec délestage et fonctionnement en cascade pour le bâtiment logistique ;
- mise en place d'un système de traitement d'air avec centrale double flux thermodynamique pour les bureaux du bâtiment logistique ;
- mise en place d'un système de traitement d'air avec centrale double flux pour le poste de garde et le local chauffeur ;
- désenfumage mécanique d'une alvéole du bâtiment logistique ;
- réalisation des travaux d'installations sanitaires pour les locaux sociaux comprenant des espaces de bureaux, de vestiaires et de sanitaires et totalisant une surface au sol d'environ 800 m² ;
- mise en place d'un système de détection gaz pour la sécurisation des zones de stockage le nécessitant.

Le présent lot intégrera la réalisation des études d'exécution.

4.6.6. Lot n°7 - Protection incendie (SPK, IEAMHF, RIA/PIA)

Le présent lot comportera les prestations suivantes :

- dépose, évacuation et recyclage de l'ensemble des équipements non conservés ;
- dépose de la réserve glycol existante du bâtiment logistique et réseaux de distribution concernés avec récupération et retraitement des fluides déposés ;

- consignation et dépose des réseaux « sprinkler » et têtes SPK¹⁶ d'une partie du bâtiment logistique ;
- contrôle et modification des installations de « sprinklage » existantes à conserver dans quatre alvéoles du bâtiment logistique, incluant la remise en état des postes des cellules ;
- mise en place d'un poste « sprinklage » sous air avec installation dopé « A3F¹⁷ » pour la protection des auvents extérieurs ;
- installation d'une réserve « d'A3F » et création du réseau de distribution ;
- mise en place des équipements terminaux pour une « IEAMHF » pour assurer la protection d'une partie du bâtiment logistique ;
- modification d'une partie du système « RIA » existant ;
- création d'un réseau de distribution « PIA ».

Le présent lot intégrera la réalisation des études d'exécution.

4.6.7. Lot n°8 - Électricité courants forts et faibles

Le présent lot comportera les prestations suivantes :

- distribution force du bâtiment logistique depuis les Tableaux divisionnaires (TD) existants ;
- installation de groupe électrogène de remplacement ;
- modification du Tableau général basse tension (TGBT) du site ;
- mise en place d'un chemin de câbles, réseau d'éclairage normal et de sécurité ;
- installation d'un réseau d'éclairage extérieur ;
- pré câblage informatique ;
- installation d'un système de sonorisation ;
- installation d'un système sécurité incendie de catégorie A avec système de double détection ;
- installation d'un système photovoltaïque sur ombrière.

Le présent lot intégrera la réalisation des études d'exécution.

4.6.8. Lot n°9 - Équipements logistique

Le présent lot consistera à fournir et installer :

- des racks à accumulation totalisant environ 6 800 emplacements ;
- des racks simples totalisant environ 1 700 emplacements.

Le présent lot intégrera la réalisation des études d'exécution.

4.7. Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

4.8. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

4.8.1. Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

¹⁶ Tête sprinkler.

¹⁷ Emulseur anti-incendie sans fluor.

4.9. Durée du marché

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction et n'est pas reconductible, eu égard à sa définition.
Le marché public, tous lots confondus, est conclu pour une durée cumulée évaluée à dix-sept mois.

4.9.1. Délais d'exécution

L'acte d'engagement fixera la durée de la période de préparation ainsi que la durée des travaux Tous corps d'état (TCE). Les délais d'exécution de chaque lot s'intégreront dans ces durées globales selon un planning prévisionnel d'exécution communiqué en phase de remise des offres, détaillé et abouti en période de préparation de chantier. Il sera notifié aux entreprises titulaires par voie d'ordre de service. La réception se faisant TCE.

S'agissant de l'ensemble des délais constitutifs du présent marché, ils sont exprimés en semaines ou en jours ; dans ce dernier cas, les jours sont entendus ouvrés.

Tout départ d'une phase et toute modification de la date de début des travaux ou du délai d'exécution feront l'objet d'un ordre de service suivi d'un avenant dans ce dernier cas.

Les éventuelles périodes de fermeture pour congés annuels du titulaire sont incluses dans les délais d'exécution.

En cas d'ajournement de chantier à l'initiative du RMO, un OS fixant la date prise d'effet sera adressé au titulaire. La durée de l'arrêt est neutralisée dans le décompte du délai d'exécution contractuel.

Le dépassement des délais qui seront contractuellement définis entraînera systématiquement l'application des clauses relatives aux pénalités mentionnées au sein du CCAP attingent, à paraître en phase de remise des offres.

4.10. Valeur estimée

Sur le fondement de l'estimation du coût de l'opération menée par le RMO, les valeurs estimées, décomposées par lot, sont données ci-après à titre indicatif. Elles ne doivent en aucun cas être interprétées comme signifiant un quelconque engagement ou accord financier préalable.

Identifiant du lot	Montant total estimé HT	Montant total estimé TTC
Lot n°1 - <i>DÉSAMIANTAGE - DÉPOLLUTION - DÉCONSTRUCTION</i> <i>(Exclu du champ d'application de la présente procédure, Cf. Sous-section 4.5 du présent RC.)</i>	600 000,00 €	720 000,00 €
Lot n°2 - VRD - ESPACES VERTS	4 200 000,00 €	5 040 000,00 €
Lot n°3 - GC	4 200 000,00 €	5 040 000,00 €
Lot n°4 - CLOS COUVERT	2 300 000,00 €	2 760 000,00 €
Lot n°5 - CHARPENTE - MÉTALLERIE - PROTECTION FEU	2 600 000,00 €	3 120 000,00 €
Lot n°6 - CVC - SANITAIRES	900 000,00 €	1 080 000,00 €
Lot n°7 - INCENDIE	1 700 000,00 €	2 040 000,00 €
Lot n°8 - ÉLECTRICITÉ	1 100 000,00 €	1 320 000,00 €
Lot n°9 - ÉQUIPEMENTS LOGISTIQUE	900 000,00 €	1 080 000,00 €
Cumul estimé des marchés de travaux	18 500 000,00 €	22 200 000,00 €

4.11. Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des travaux objets de la consultation est :

Adresse postale: 3 rue Claude MONET

Ville: Portes-lès-Valence

Code postal: 26800

Subdivision pays (NUTS¹⁸): Drôme (FRK23)

Pays: France

4.12. Considérations sociales

Au titre du présent marché, il est fait application des dispositions de l'article [R.2312-4](#) du CCP ouvrant la possibilité d'avoir recours à des conditions d'exécution comportant des objectifs de développement durable se matérialisant dans le cas présent par des éléments à caractère social. Aussi, au titre exclusif de ses lots n°2 et n°3, le présent marché comporte une clause d'insertion sociale visant à lutter contre le chômage et à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'insertion.

Le titulaire du marché s'engage à réaliser cette action d'insertion selon les modalités qui seront précisées par le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) constitutif du DCE mis à disposition des candidats qui seront admis à poursuivre. Cette démarche d'insertion est obligatoire.

L'exigence d'insertion est exprimée en nombre d'heures ; l'engagement et sa contractualisation se feront au moyen d'une annexe à l'acte d'engagement spécifiquement dédiée. Dans sa définition actuelle non définitive, uniquement indiquée à titre d'information, le volume horaire minimal prévu d'être exigé est de neuf cents heures par lot désigné.

Afin de rendre assimilable cette exigence porteuse de sens et assurer son effectivité, est mis en place un dispositif d'accompagnement réputé faciliter la mise en œuvre de cette clause d'insertion sociale. La solution retenue est celle d'un adossement à un prestataire support, en l'espèce de la structure facilitatrice « [La Plateforme Territoriale de l'Emploi, de la Formation et de l'Entreprise \(Drôme Ardèche\)](#) », comportant un acteur dédié aux marchés passés par l'État, intégrée au réseau « [Alliance Villes Emploi](#) » et titulaire d'une [convention cadre nationale pour promouvoir la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion dans les marchés du ministère des Armées](#) signée le 26 janvier 2024.

En tant que cela est de besoin, il demeure possible de prendre l'attache du facilitateur nommément désigné ci-après, notamment pour s'informer des modalités pratiques de mise en œuvre et de définition des profils :

LA PLATEFORME EMPLOI

Mme Annabelle NOAILLY

Le 333 – 333 Avenue Victor Hugo

26000 Valence

Messagerie électronique : an.clause@laplateforme-emploi.fr

Tel 04 75 79 17 91 ou 06 95 51 83 54

4.13. Considérations environnementales

Pour l'application, une nouvelle fois, des dispositions de l'article [R.2312-4](#) du CCP, en prenant en considération les obligations normatives existantes pesant sur le domaine de la construction ainsi que le programme inflexible ne permettant pas d'aller vers une forme d'innovation, les exigences sont prévues d'être soutenables. Elles prévoient une mise en application au travers des critères de jugement des offres ainsi que la fourniture requise des éléments suivants :

- schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement (SOPRE) ;

¹⁸ [Nomenclature commune des unités territoriales statistiques \(NUTS\)](#).

- schéma organisationnel du suivi de l'évacuation des déchets (SOSED).

En outre, les titulaires sont réputés s'engager à respecter scrupuleusement l'intégralité des exigences législatives et réglementaires qui lui sont applicables en matière de protection de l'environnement.

4.14. Traitement de données à caractère personnel

En application de l'[article 13 du règlement \(UE\) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016](#) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD¹⁹), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Le sujet sera détaillé au sein du CCAP attingent, à paraître en phase de remise des offres.

4.15. Secret des affaires

Le RMO se réserve la possibilité de recourir à l'expertise d'un tiers pour l'analyse des offres du présent marché.

Si tel venait à être le cas, le tiers serait contractuellement tenu à une obligation de confidentialité. En particulier, les candidats sont informés que ce tiers ne pourrait divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de ses prestations. Ce tiers aurait l'obligation de mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements internes de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès. Cette obligation perdurerait à l'échéance du contrat liant le RMO et ce tiers.

ARTICLE 5 - INFORMATION DES CANDIDATS

5.1. Contenu des documents de la présente consultation en phase candidature

Le dossier de consultation des entreprises en phase candidature tel que mis à disposition sur le profil acheteur est constitué des éléments suivants :

Règlement de la consultation (RC)	
annexe 1 au RC	Cadre de réponse des conditions de participation
annexe 2 au RC	accord de confidentialité
DC1 - PLV	
DC2 - PLV	

5.2. Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par mise à disposition électronique, auprès du portail Internet suivant : www.marches-publics.gouv.fr

La référence de la consultation sur la PLACE est : **DAF_2025_000224**.

Lors du retrait, les opérateurs économiques veilleront à s'identifier nommément et à renseigner une adresse de messagerie électronique active et relevée afin d'être tenus informés en temps réel des mises à jour introduites en cours de vie du dossier de consultation.

Les messages électroniques générés par le portail Internet émetteur ont principalement pour expéditeur nepasrepondre@marchespublics.gouv.fr ou nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr, aussi, le destinataire doit impérativement veiller à référencer ces adresses en « liste

¹⁹ Règlement général sur la protection des données.

blanche » des serveurs proxy utilisés afin d'éviter que les courriels reçus ne soient traités comme relevant de communication électronique non sollicitée et classés dans la catégorie « Courrier indésirable » ou « SPAM » par son interface de messagerie.

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse du profil acheteur suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.3. Délai de réception des candidatures

Date et heures limites de réception : 17 juin 2025 à 16h00 (UTC+02:00).

Le délai de réception des candidatures (DRC) tel que fixé au titre de la présente procédure excède les dispositions minimales prévues par les articles [R.2343-1](#) et [R.2361-2](#) du CCP.

5.4. Modification du dossier de consultation

Le RMO se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation actif en s'engageant toutefois à respecter un délai sanctuarisé de six jours avant la date de remise des candidatures pendant lesquels aucune modification ne pourra être introduite. Toutefois, s'il advenait que des circonstances impérieuses conduisent à ne pas pouvoir respecter cet engagement, le DRC serait augmenté d'autant afin de maintenir cette respiration.

Les candidats sont réputés répondre sur le fondement de la version contemporaine du dossier de consultation, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

5.5. Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les opérateurs économiques peuvent librement faire parvenir leurs questions et demandes de renseignements complémentaires au moyen exclusif de l'interface de messagerie de la PLACE. Pour l'application de cette possibilité, est considérée comme une demande réalisée en temps utile, toute question transmise, au RMO, **au plus tard dix jours avant la date d'échéance du DRC**, les réponses du RMO sont adressées au plus tard **six jours avant l'extinction dudit délai**.

Dans le cas où les réponses formulées par le RMO apportent au candidat requérant des précisions dépassant la simple confirmation d'éléments explicitement décrits dans le dossier de consultation, le RMO transmet la réponse à tous les opérateurs économiques identifiés. La réponse est transmise au moyen d'un seul et unique envoi, sans faire mention de l'identité du requérant.

Les informations et réponses à des questions sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation à la condition cumulative qu'une adresse de messagerie électronique valide ait été fournie.

ARTICLE 6 - CANDIDATURE

6.1. Restriction

Au regard des impératifs de sécurité d'information et d'approvisionnement, de la préservation des intérêts de la défense et de la sécurité de l'État, de la nécessité de développer la base industrielle et technologique de défense européenne et des exigences de réciprocité, en application des dispositions de l'article [R.2342-7](#) du CCP, sont exclus d'office de la procédure les opérateurs économiques qui ne sont pas issus des États membres de l'Union européenne ou qui n'appartiennent pas à l'Espace économique européen.

6.2. Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du CCP relatives aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation du RMO, prévues selon les articles [L.2341-1](#) à [L.2341-5](#), les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion mentionnés sont exclues de la procédure.

En application des dispositions de l'article [L.2341-6](#) du CCP, lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai le RMO qui l'exclut pour ce motif.

En application de l'article [L.2341-7](#) du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du GME ou un sous-contractant ayant qualité de sous-traitant, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du GME. À défaut, le GME est exclu de la procédure.

En cas d'exclusion à l'appréciation du RMO, l'opérateur économique présente, sur sollicitation, ses observations, afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

6.3. Conditions de participation

Le candidat, ses potentiels cocontractants ainsi que les éventuels sous-contractants déclarés dès la candidature devront satisfaire aux dispositions de l'article [R.2343-3](#) du CCP, à l'exclusion des obligations spécifiquement citées, relatives à l'emploi des travailleurs handicapés, conformément à la précision s'adressant au sujet, apportée au sein de la sous-section « 6.3.1. *Appréciation de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle* » du présent RC.

La directive [2009/81/CE](#) ne prévoit pas la généralisation du principe de déclaration sur l'honneur, aussi, pour l'application des particularités des marchés de défense ou de sécurité dont relève la présente procédure, à l'exception des documents de preuve relatifs aux interdictions de soumissionner, tous les documents de preuve et renseignements exigés, doivent être fournis avec la candidature.

Sans permettre de dispenser le candidat de fournir les documents de preuve requis, la complétude de l'annexe 1 au présent règlement de la consultation, intitulée « Cadre de réponse des conditions de participation », est exigée. Elle devra impérativement être fournie au titre de la candidature. En cas d'incohérence constatée avec d'autres indications renseignées par ailleurs, prévaudront les données saisies au sein de ladite annexe 1.

Conformément aux dispositions des articles [R.2342-2](#) et [R.2342-12](#) du CCP, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour la procédure de passation de ce marché ; le RMO n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs candidatures puis offres, en agissant à la fois pour un lot donné :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un GME ;
- en qualité de mandataire de plusieurs GME.

En cas de réponse commune par constitution d'un GME, sa forme n'est pas imposée au stade de la candidature mais dans la perspective de l'attribution, le GME retenu pour chaque lot devra privilégier la forme du groupement solidaire ; dans ce cas chacun des membres du GME est engagé financièrement pour la totalité du lot. À défaut sera admis un GME conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles pour l'exécution des travaux du lot considéré. Si nécessaire, une mise au point sera effectuée en préambule à la notification.

L'ensemble des pièces administratives demandées pour le dépôt de la candidature doit, dans le cas d'un GME, être présenté pour chacun des membres du groupement, exception faite de la lettre de présentation du groupement qui peut être commune, et éventuellement inclure les sous-contractants déclarés dès ce stade.

Le nombre de lots pour lesquels un même opérateur économique pourra présenter une offre ou le nombre de lots qui pourront être attribués à un même opérateur économique ne sera pas limité.

6.3.1. *Appréciation de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle*

La capacité du candidat à exercer une activité professionnelle, de ses potentiels cocontractants ainsi que de ses éventuels sous-contractants déclarés dès la candidature, sera attestée par la production des attendus, le cas échéant, appliqués aux suivants :

- le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques) ; cette délégation valant uniquement pour les éléments relevant de la présente candidature sera à renouveler pour ceux qui s'adresseront potentiellement

à l'offre ultérieure ;

- le cas échéant, en cas de sous-traitance déclarée en phase candidature, la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4²⁰) signée conjointement par le candidat et son sous-contractant, les renseignements relatifs aux capacités du sous-contractant lorsque le candidat s'appuie sur celles-ci ;
- le ou les relevés d'identité bancaire ou équivalent sont souhaitables dès la présente phase de candidature ;
- en cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés En application des dispositions de l'article [L.2341-2](#) du CCP, les entreprises devront justifier de leur habilitation à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du présent marché;
- le cas échéant, si le candidat emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article [L.5221-2](#) du Code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article [D.8254-2](#) du Code du travail (1° sa date d'embauche ; 2° sa nationalité ; 3° le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ;
- **lorsque le candidat est établi en France:**
 - son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné à l'article [R.2343-14](#) du CCP ;
 - pour les entreprises en cours d'inscription, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un Centre de formalités des entreprises (CFE) ;
 - le cas échéant, dans le cas où ils ne sont pas disponibles sur la PLACE, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents suivants :
 - certificat de conformité aux obligations fiscales (au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et/ou de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)²¹, datant de moins de six mois ;
 - certificat de l'article [L.243-15](#) du Code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance²², datant de moins de six mois ;
 - pour tout employeur occupant au moins vingt salariés, en application de [l'arrêté du 17 mars 2021 \(J.O du 12 juin 2021\) modifiant l'arrêté du 22 mars 2019](#) en mettant fin en tant que tel au certificat délivré par l'Association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH), l'attestation générale sus-citée, délivrée par les URSSAF prévoit également cette vérification s'adressant au respect des dispositions des articles [L.5212-1](#) à [L.5212-11](#) du Code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés ;
- **lorsque le candidat est établi hors de France:**
 - Un extrait Kbis datant de moins de trois mois. Si le soumissionnaire n'est pas établi dans un pays de l'Union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
 - un document attestant de la régularité de la situation sociale du candidat au regard du règlement (CE) [n°883/2004 du 29 avril 2004](#) ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le candidat est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut,

²⁰ Téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

²¹ l'attestation de vigilance fiscale générée depuis le compte fiscal professionnel est accessible depuis le portail Internet <https://www.impots.gouv.fr>

²² l'attestation de vigilance sociale est délivrée par les Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF), à partir de l'espace sécurisé, sur le portail Internet <https://mon.urssaf.fr>

une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article [L.243-15](#) du Code de la sécurité sociale ;

- un extrait du registre pertinent au sens de l'article [R.2343-9](#) du CCP, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six (6) mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre ;
- le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, dans les conditions définies à l'article [L.1262-1](#) du Code du travail :
 - a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « [SIPSI](#) » du ministère chargé du Travail, conformément aux articles [R.1263-5](#) et [R.1263-7](#) du Code du travail ;
 - b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le candidat s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles [L.1263-6](#), [L.1264-1](#), [L.1264-2](#) et [L.8115-1](#) du Code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du candidat et la signature de son représentant légal ;
- lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les moyens de preuve ou si les documents délivrés ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction, le candidat peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement.

6.3.2. Appréciation de la capacité économique et financière

La capacité économique et financière est appréciée proportionnellement au montant estimé du lot considéré dans la sécurisation de l'opération, à l'observation des attendus suivants :

- le chiffre d'affaires annuel général des trois derniers exercices ;
- le chiffre d'affaires annuel dans le domaine d'activité des trois derniers exercices ;
- les ratios financiers suivants :
 - le ratio d'autonomie financière²³ ;
 - le ratio de liquidité²⁴ ;
 - le ratio de capacité²⁵.
- l'engagement formel visant, en application de l'article [8.1.3](#) du CCAG Travaux, la souscription d'assurances pour risques professionnels conformes aux exigences qui seront définies par le CCAP du marché qui, au surplus de répondre aux responsabilités et garanties résultant des principes des articles [1792](#), [1792-2](#), [1792-3](#) et [1792-4](#) du Code civil, fera appel aux assurances de responsabilité civile de droit commun et assurances de responsabilité civile décennale. Mis en place par le titulaire du **lot n°3 - GC**, sera exigé un contrat d'assurance de deuxième ligne, en l'espèce d'un Contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD) dont les exigences minimales seront détaillées dans les documents de la consultation de la phase de remise des offres.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ces partenaires et apporte la preuve qu'il en dispose pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen jugé recevable.

²³ Le ratio d'autonomie financière détermine l'autofinancement au moyen de l'équilibre entre les fonds propres et l'endettement de la structure, son calcul est déterminé par : fonds propres / total du bilan. La valeur idéale est supérieure ou égale à 0.25.

²⁴ Le ratio de liquidité indique la capacité d'une structure à honorer ses engagements à court terme, son calcul est déterminé par : actifs à court terme / passifs à court terme. La valeur idéale est supérieure ou égale à 1.

²⁵ Le ratio de capacité signale la capacité de remboursement d'une structure, son calcul est déterminé par : endettement global / capacité d'autofinancement. La valeur idéale est inférieure ou égale à 3.

Le chiffre d'affaires général minimal exigé, sur chacun des trois derniers exercices, appliqué par lot considéré, doit être égal aux valeurs synthétisées dans le tableur attaché ci-après, cette condition étant cumulative en cas de candidatures portant sur des groupes de lots, y compris si les lots ne s'exécutent pas de façon concomitante. Il doit être assuré par le candidat individuel ou par la somme des chiffres d'affaires des cocontractants en cas de GME. **Dans l'hypothèse où il serait constaté que cette exigence ne soit pas atteinte, la candidature, du candidat individuel ou du GME, portant sur un lot unique ou sur un groupe de lots serait regardée comme manifestement insuffisante et rejetée pour irrégularité.**

Identifiant du lot	Chiffre d'affaires minimal exigé
Lot n°2 - VRD - ESPACES VERTS	14 120 000,00 €
Lot n°3 - GC	14 100 000,00 €
Lot n°4 - CLOS COUVERT	8 000 000,00 €
Lot n°5 - CHARPENTE - MÉTALLERIE - PROTECTION FEU	9 000 000,00 €
Lot n°6 - CVC - SANITAIRES	3 300 000,00 €
Lot n°7 - INCENDIE	6 000 000,00 €
Lot n°8 - ÉLECTRICITÉ	4 000 000,00 €
Lot n°9 - ÉQUIPEMENTS LOGISTIQUE	3 200 000,00 €

Considérant la sensibilité de l'opération visée, il est fait usage, en accord avec les règles spécifiques applicables aux marchés de défense ou de sécurité, d'une exigence excédant les dispositions relevant du régime général, prévues au titre de l'article [R.2142-7](#) du CCP.

NOTA : les candidats issus de structures nouvellement créées qui ne disposent pas de l'intégralité des documents demandés au regard des trois dernières années fourniront les éléments dont elles disposent depuis leur création.

Si, pour une raison dûment justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par le RMO, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur.

6.3.3. Appréciation des garanties techniques et professionnelles

Les garanties techniques et professionnelles spécifiquement dédiées au périmètre des travaux visés, dans les différentes composantes représentées au sein des lots respectifs, seront appréciées à l'observation des attendus du cadre général suivants :

- la présentation d'une liste des travaux en cours ou achevés au cours des **cinq dernières années** sur des prestations similaires, assorties d'attestations de bonne exécution, ou d'une déclaration de l'opérateur économique le cas échéant, pour les travaux les plus remarquables, mentionnant le montant de l'opération, la date et le lieu d'exécution. Cette liste peut éventuellement être complétée par l'expérience datant de plus de cinq ans. En cas de constitution d'un GME, les éventuelles références communes entre le mandataire et les cocontractants seront précisées ;
- le recensement des équipements techniques et mesures destinés à s'assurer de la qualité et des moyens d'étude dont le candidat prévoit de faire usage ;
- la production des curriculum-vitae et titres d'études et professionnels détenus par les principaux intervenants, s'adressant au strict périmètre du personnel mobilisé pour l'exécution ;
- la transmission des effectifs moyens annuels de l'opérateur économique déclarant, pour les trois dernières années ;
- l'éventualité de sous-traitance d'une fraction du marché.

S'agissant spécifiquement du **lot n°3 - GC** dont la thématique est « Génie civil, Dallage, Corps d'état architecturaux », sont requis au surplus, pour le candidat individuel ou le mandataire d'un GME, les attendus suivants :

- la présentation de **trois références significatives**, en cours ou réceptionnées durant les **cinq dernières années**, s'adressant à **des travaux de gros œuvre**, incluant optionnellement le dallage, d'un montant supérieur ou égal à **deux millions d'euros hors taxes** sur le périmètre d'un **projet industriel ou de plateforme logistique** ;
- la présentation de **deux références significatives**, réceptionnées durant les **cinq dernières années**, en entreprise générale ou en qualité de mandataire au sein d'un GME conjoint avec mandataire solidaire, sur des projets de bâtiments de complexité équivalente, dont le montant des travaux TCE confié à l'entreprise générale (ou au GME dont l'entreprise était mandataire) était supérieur ou égal à **dix millions d'euros hors taxes** ;
- la présentation de **deux références significatives**, réceptionnées durant les **cinq dernières années**, s'adressant à des opérations de **gros œuvre dans le cadre de travaux de réhabilitation** de sites industriels ou de plateformes logistiques, dont le montant des travaux était supérieur ou égal à **dix millions d'euros hors taxes**.

S'agissant spécifiquement du **lot n°5** dont la thématique est « Charpente, Métallerie, Protection feu », est requis au surplus, pour le candidat individuel ou l'un des cocontractants du GME, l'attendu suivant :

- la présentation de **deux références significatives**, réceptionnées durant les **cinq dernières années**, s'adressant à **des travaux de protection au feu des structures**, dont le montant des travaux était supérieur ou égal à **trois cent mille euros hors taxes**.

Enfin, sont requis des niveaux minimaux de capacités par lot ; ils s'appliquent cumulativement aux différentes composantes représentées par lot distinct. Cet attendu doit être porté en totalité par les ressources du candidat individuel ou par addition des entités juridiques composant le GME ou de sous-contractants déclarés dès la candidature. Ces compétences exigées se matérialisent par la production de certificats de qualification professionnelle correspondants au domaine mis en œuvre, établis par des organismes indépendants, le cas échéant, par preuve reconnue équivalente ou référence équivalente, jugées recevables par le RMO.

À ce titre sont admises les opérations en cours ou réceptionnées durant les **cinq dernières années**.

Le détail est le suivant :

Identifiant du lot	Qualifications souhaitées
Lot n°2 - VRD - ESPACES VERTS <i>Terrassements - VRD - Espaces verts</i>	QUALIBAT 1312 - Terrassements - Fouilles (Technicité confirmée). QUALIBAT 1321 - Réalisation de travaux de canalisations de bâtiments enterrées ou non avec ses ouvrages annexes. QUALIBAT 1341 - Aménagement de chaussée et trottoirs. QUALIBAT 1351 - Espaces verts.

Espace laissé intentionnellement vide

<p>Lot n°3 - GC</p> <p><i>Génie civil - Dallage - Corps d'état architecturaux</i></p>	<p>QUALIBAT 2112 - Maçonnerie et ouvrages en béton armé (Technicité confirmée).</p> <p>QUALIBAT 2153 - Dallage à usage industriel (Technicité supérieure).</p> <p>QUALIBAT 2132 - Enduits aux liants hydrauliques.</p> <p>QUALIBAT 2142 - Réparation en maçonnerie et en béton armé.</p> <p>QUALIBAT 4132 - Plaques de plâtre (Technicité confirmée).</p> <p>QUALIBAT 4112 - Fourniture et pose de menuiserie intérieure en bois.</p>
<p>Lot n°4 - CLOS COUVERT</p> <p><i>Clos et couvert - Portes industrielles</i></p>	<p>QUALIBAT 3181 - Couverture en plaques nervurées ou ondulées.</p> <p>QUALIBAT 3141 - Éléments accessoires de couverture.</p> <p>QUALIBAT 3522 - Fabrication et pose de menuiseries extérieures en aluminium (Technicité confirmée).</p> <p>QUALIBAT 3813 - Parois en bardages complexes (Technicité supérieure).</p> <p>QUALIBAT 4512 - Fourniture et pose volets, stores, portails, rideaux, grilles, portes de garage et portes sectionnelles - collectif - tertiaire et industriel.</p> <p>QUALIBAT 5321 - Installation de désenfumage naturel.</p>
<p>Lot n°5 - CHARPENTE - MÉTALLERIE - PROTECTION FEU</p>	<p>QUALIBAT 2413 - Constructions et structures métalliques (Technicité supérieure).</p> <p>QUALIBAT 7143 - Sécurité passive contre l'incendie.</p>
<p>Lot n°6 - CVC - SANITAIRES</p> <p><i>Chauffage, ventilation, climatisation - Installations sanitaires</i></p>	<p>QUALIBAT 5312 - Installation de VMC dans tout type de bâtiment supérieur à 1000 m².</p> <p>QUALIBAT 5322 - Installation de désenfumage mécanique.</p> <p>QUALIBAT 5112 - Installation de plomberie sanitaire dans tout type de bâtiment supérieur à 1000 m² sans surpresseur.</p>

Lot n°7 - INCENDIE <i>Protection incendie (SPK, IEAMHF, RIA/PIA)</i>	Certification APSAD R1. Certification APSAD R5. Certification APSAD R7. Certification APSAD R12.
Lot n°8 - ÉLECTRICITÉ <i>Électricité courants forts et faibles</i>	MGTI Classe 5 (de 50 à 250 exécutants). QUALIBAT 5912 - Installations photovoltaïques de puissance de raccordement inférieure ou égale à 250 kVA (Technicité confirmée). Certification APSAD R7.
Lot n°9 - ÉQUIPEMENTS LOGISTIQUE	L'évaluation du niveau de capacité afférent à ce lot sera faite par l'étude d'une liste des références pertinentes, de même envergure, en cours ou achevées, produite par le candidat.

6.4. Présentation de la candidature

Le dossier de candidature sera présenté comme suit :

- 1) présentation au moyen d'une note de synthèse comportant un organigramme, exposant les compétences et les moyens humains de l'équipe candidate, exclusivement dédiés aux projet. Elle sera rédigée en langue française, sur un maximum de six pages, au format A4, recto/verso, dont la taille de police ne pourra être inférieure à 11. Elle s'attachera à décrire la qualité et la solidité de la structure candidate notamment au travers des attendus suivants :
 - composition du GME ou des ressources internes du candidat individuel, précisant les niveaux de qualification pour chaque composante représentée au sein du lot considéré,
 - articulation des missions et interface entre les différents éléments constitutifs de l'équipe candidate,
 - compétences mises en œuvre dans le contexte de l'opération ;
- 2) cadre de réponse des conditions de participation selon l'annexe 1 au présent règlement de la consultation et documents de preuve correspondants lorsque cela s'applique. Ce cadre de réponse devra être complété autant de fois que la candidature individuelle ou du GME porte sur un lot distinct ;
- 3) lettre de candidature matérialisée par le formulaire « DC1²⁶ » ;
- 4) déclaration individuelle du candidat matérialisée par le formulaire « DC2²⁷ » ;
- 6) ensemble des attendus listés à la sous-section 6.3 et ses sous-sous-sections constituantes.

À l'exclusion du formulaire « DC1 », complété par le candidat individuel ou le mandataire du GME, tous les documents attendus sont à fournir en qualité et en nombre par les cocontractants, ainsi que les éventuels sous-contractants déclarés ou titre de la présente phase de candidature.

6.4.1. Candidature avec les formulaires « DC1 et DC2 »

Les candidats renseignent et transmettent les documents suivants :

- lettre de candidature matérialisée par le formulaire « DC1 » ou équivalent, dûment renseigné. Dans le cas d'un GME, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre constitutif du groupement ;
- déclaration du candidat matérialisée par le formulaire « DC2 » ou équivalent, dûment renseigné. Dans le cas d'un GME, le formulaire DC2 sera complété par chaque membre constitutif du

²⁶ Téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

²⁷ Téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

groupement ;

6.4.2. Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Fondé sur les règles spécifiques applicables aux marchés de défense ou de sécurité, le RMO n'autorise pas la présentation de la candidature sous la forme d'un DUME électronique, *European single procurement document (ESPD) en langue anglaise*. S'appliquent les attendus de la sous-sous-section 6.4.1 du présent règlement de la consultation.

6.4.3. Précisions concernant la constitution des GME

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil acheteur de l'État (PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'État. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles, qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un GME.

Un mode d'emploi de ce service est disponible à l'adresse suivante :

- https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf.

6.4.4. Précisions concernant la sous-traitance

La présentation d'un sous-contractant, sous-traitant au sens de l'article [L.2193-2](#) du CCP, se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-contractant et le candidat. Elle doit comporter l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-contractant ainsi que la déclaration sur l'honneur attestant que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Au stade de la candidature, les rubriques en lien avec le montant de la prestation sous-traitée et la rémunération du sous-contractant doivent rester vierges.

L'acceptation formelle du sous-contractant par le RMO intervient soit au moment du dépôt de l'offre ou en cours de vie du marché. Elle est constatée par décision écrite du RMO.

6.4.4.A. Motifs d'exclusion en cas de sous-traitance

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-contractant conformément aux dispositions de l'article [L.2393-8](#) du CCP.

S'appliquent les dispositions prévues par la sous-section 6.2 du présent RC.

6.4.4.B. Tâches essentielles

Le RMO n'exige pas que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire.

6.5. Examen des candidatures

Pourront être éliminés les dossiers de candidature qui ne comprennent pas l'ensemble des pièces exigées ou éléments de preuve appropriés, ou ne respectent pas le formalisme prescrit et qui n'auraient pas fait l'objet d'une demande de régularisation, de complément ou d'explication des moyens de preuve ; étant entendu que ces appels restent à la diligence du RMO.

Sont immédiatement éliminés les dossiers de candidature entrant dans les cas suivants :

- ceux qui sont réceptionnés hors délai, en application de l'article [R.2343-2](#) du CCP ;
- ceux qui comportent un virus informatique.

L'examen des candidatures est réputé se faire conformément aux dispositions de l'article [L.2341-1](#) et des articles [R.2342-1 à R.2342-3](#), [R.2342-5 à R.2342-7](#) et [R.2342-12 à R.2342-15](#) du CCP.

Les candidatures ayant préalablement satisfait aux dispositions de la sous-section 6.3 du présent RC et n'entrant pas dans les cas d'élimination immédiate sus-cités, seront analysées sur le fondement du dossier de candidature transmis.

Les éléments qui ne sont pas explicitement exigés par le présent RC, transmis sur tous supports et tous formats par les candidats, ne seront pas observés.

Au terme de la phase de candidature, les candidats admis à poursuivre, seront invités à remettre une offre selon les modalités qui seront précisées dans l'invitation à soumissionner étayée par la mise à disposition d'un dossier de consultation des entreprises (DCE) exhaustif.

6.5.1. Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs

Les opérateurs économiques ne sont pas tenus de fournir à l'appui de leur candidature les documents justificatifs dans les cas où le RMO peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ;
- au moyen d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de cet espace, que l'accès n'entre pas en contradiction avec la politique de filtrage informatique mise en place par le ministère des Armées, que la gratuité s'applique et enfin que l'identification ne nécessite pas de création d'un profil nominatif.

De façon analogue, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs déjà transmis au RMO dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, ils désignent distinctement quels sont les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS

7.1. Contexte

Les frais inhérents à l'accès au réseau Internet et à l'obtention d'un certificat de signature électronique sont intégralement supportés par les candidats.

Il est porté à la connaissance des candidats que se trouvent, dans la rubrique « aide », ancrée sur le bandeau supérieur sur fond bleu du portail Internet de la PLACE, plusieurs documents téléchargeables et diverses informations pratiques dont une liste non-exhaustive est mentionnée ci-après :

- guide d'utilisation, décrivant le fonctionnement de la plateforme des achats de l'État, notamment s'agissant des prérequis techniques et certificats électroniques ;
- module d'autoformation ;
- liens vers des documents de référence du périmètre ;
- outils informatiques divers.

Afin de s'assurer du bon fonctionnement de leur environnement informatique, les candidats sont invités à tester leur configuration particulière en répondant à une consultation de test comme cela est proposé.

Par ailleurs, il est à retenir que la plateforme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

7.1.1. Accompagnement

Un espace d'aide, nommé " FAQ et support en ligne ", destiné à la résolution spontanée des potentielles difficultés rencontrées ou à la création d'une demande d'assistance en ligne est accessible depuis la rubrique [assistance](#) dudit portail de la PLACE ou au moyen de la languette bleue apparaissant sur le flanc droit de l'écran.

7.1.2. Antivirus

Le candidat est tenu de s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

Comme précédemment évoqué, la réception de tout fichier contenant un virus détecté entraînera

l'élimination immédiate de la candidature identifiée, pour irrecevabilité.

Par voie de conséquence, le pli déposé sera considéré comme n'ayant jamais été reçu ; le candidat concerné en sera averti au moyen des renseignements saisis lors de son identification lors du processus de remise de candidature.

7.1.3. Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Les candidats ne doivent pas utiliser de code actif dans leur réponse, tels que :

- formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- macros ;
- activeX, applets, scripts

La taille de chaque fichier déposé ne peut excéder 1 Go.

7.1.4. Constitution du pli à déposer

Le candidat s'assurera de respecter les attendus énumérés ci-après.

- 1- Appliquer la règle de nommage attendue aux différents fichiers constitutifs de la candidature de cette manière :

« 2025_TVX-PLV_Dénomination sociale du candidat_Nom du document ».

Illustration : « 2025_TVX-PLV_CSTA_DC1-PLV ».

- 2- Rassembler les différents fichiers ainsi nommés au sein d'un seul et unique dossier compressé, reprenant dans sa dénomination le principe sus-cité :

« 2025_TVX-PLV_Phase-Candidature_Dénomination sociale du candidat ».

Illustration : « 2025_TVX-PLV_Phase-Candidature_CSTA »

- 3- Procéder à la remise de la candidature sur la PLACE, avant l'échéance du DRC.

7.1.5. Horodatage

Les plis transmis sont horodatés.

En cas d'indisponibilité avérée de la plateforme de dépôt PLACE, le RMO surseoir à la date et l'heure limite de remise des plis initialement définis.

7.1.6. Copie de sauvegarde

À l'aune de dysfonctionnements dirimants ayant pu être observés, pouvant conduire à l'impossibilité manifeste d'importer les plis déposés par les candidats sur le profil acheteur, il est fortement recommandé de faire parvenir en excédent une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures.

Cette précaution répond aux exigences des dispositions de l'article [R.2332-14](#) du CCP, de [l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019](#) fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde ainsi que de [l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019](#) relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique.

La copie de sauvegarde est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions de l'article [R.2384-5](#) du CCP. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les plis transmis par voie électronique ;

- en cas de pli reçu de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouvert, sous réserve que la transmission ait commencé avant l'échéance du DRC.

À cet égard, l'opérateur économique peut recourir :

- soit à une solution intégrée satisfaisant l'ensemble des exigences précitées ;
- soit à plusieurs solutions dont la combinaison permet de satisfaire l'ensemble de ces exigences.

La copie de sauvegarde peut être indifféremment transmise au RMO selon les modalités suivantes :

- 1) sur support papier ou sur support physique électronique par porteur ou transporteur sans distinction d'opérateur ; elle doit être placée dans un pli scellé comportant impérativement les mentions suivantes :

- « **Copie de sauvegarde, ne pas ouvrir avant l'expiration du DRC** » ;
- intitulé de la consultation : **Réhabilitation et adaptation des infrastructures de l'entrepôt logistique du Service de l'énergie opérationnelle (SEO) de Portes-lès-Valence – Phase Candidature** ;
- nom ou dénomination de la société émettrice.

Si un programme informatique malveillant venait à être détecté sur le support physique électronique, la copie de sauvegarde serait définitivement écartée par le RMO.

L'opérateur économique qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre, contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Centre de Soutien Technique et Administratif

Bureau Achats – Section Infrastructure

47 rue Sainte Catherine - Caserne Thiry

Course spéciale 60016 - 54035 NANCY CEDEX

Après prise de contact effectuée auprès des coordonnées mentionnées à l'article 1 du présent RC, la réception est, sauf les jours fériés ou cas particuliers, possible du lundi au vendredi, de 09h00 à 11h30 puis de 13h15 à 17h30.

- 2) Au moyen d'une solution permettant à l'émetteur de s'identifier, d'indiquer le destinataire de son dépôt, d'horodater son pli puis, de le mettre en ligne sur une plateforme de stockage sécurisée. Cela implique que figurent dans l'invitation désignant le support retenu, adressée au RMO, toutes les informations nécessaires à la consultation de cet espace, que l'accès n'entre pas en contradiction avec la politique de filtrage informatique mise en place par le ministère des Armées, que la gratuité s'applique et enfin que l'identification ne nécessite pas de création d'un profil nominatif. Toutes les données utiles devront être transmises au RMO avant l'échéance du DRC, pour pouvoir, en tant que cela est de besoin, accéder de façon sécurisée à la copie de sauvegarde électronique.

Dès lors que le pli comporte des données à caractère personnel, la plateforme de stockage utilisée par l'opérateur économique doit impérativement satisfaire aux exigences du RGPD (ou bénéficier d'un régime de protection équivalent à celui du RGPD si l'hébergement est effectué dans un pays tiers à l'Union européenne).

En tout état de cause, la solution retenue par l'opérateur doit garantir la suppression des données hébergées dans un délai n'excédant pas celui de l'échéance de la présente consultation.

Une des solutions opportunes, réputée sécurisée, gratuite, sans inscription et horodatée, dans son dépôt par l'expéditeur, dans sa remise et dans son retrait par le destinataire, peut consister d'avoir recours au [portail Internet France Transfert](#). Il s'agit d'un service d'envoi sécurisé de fichiers volumineux « non protégés » selon les termes des informations dites « classifiées », conçu et opéré par le ministère de la Culture et mis à la disposition de l'ensemble des agents de l'État par la direction interministérielle du numérique (DINUM), service du Premier ministre, placé sous l'autorité du ministre de la Fonction publique, de la Simplification et de la Transformation de l'action publique. Il s'insère dans le programme TECH.GOUV d'accélération de la transformation numérique du service public. La solution est fondée sur une offre

d'hébergement en nuage « *Cloud* » français via l'offre de Cloud commercial de confiance, qualifié SecNumCloud par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), elle est spécifiquement dédiée aux services publics.

Le recours à cette solution ne nécessite pas de création de compte, la plateforme permet de partager temporairement (personnalisable de un jour à trois mois) des fichiers avec un maximum de cent destinataires. Elle autorise l'envoi et la réception de fichiers ou dossiers jusqu'à 20 Go (2 Go max par fichier). S'agissant des compléments de sécurité, notons l'analyse antivirus de chaque fichier, la protection du pli par mot de passe (personnalisable) et la certification Service homologué RGS (référentiel général de sécurité).

L'expéditeur du pli est informé des téléchargements effectués par les destinataires :

- par courriel chaque jour où au moins un téléchargement a lieu ; limités à cinq ;
- sur la page d'administration / consultation du pli : le nombre et les dates de téléchargements sont indiqués par destinataire nommément identifié.

Ces informations apparaissent également dans l'export possible au format PDF®, disponible sur la page d'administration / consultation du pli, directement accessible au moyen d'un localisateur uniforme de ressource (URL) présent en pied de page du courriel reçu, attestant l'effectivité de l'envoi.

En cas de recours à cette option, le destinataire unique de la copie de sauvegarde, garant nommément désigné de sa confidentialité et de l'intégrité des données transmises, devra impérativement être le suivant : sebastien.barcelo@intradef.gouv.fr

7.2. Date et heure de réception des plis

Les plis devront être transmis au plus tard le **17 juin 2025 à 16h00 (UTC+02:00)**.

Seuls peuvent être ouverts en vue de leur analyse les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus.

Le pli et la « copie de sauvegarde » parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

Si toutefois le candidat n'est pas en mesure de déposer son pli avant la date limite de dépôt pour des raisons manifestes, indépendante de sa propre volonté, telles que liées à un incident technique du portail Internet PLACE ou d'autres impondérables irrésistibles, il doit spontanément faire la démarche de solliciter l'assistance en ligne de la plateforme sans délai.

Dans le cas où le problème ne serait pas résolu avec l'assistance en ligne de la PLACE dans les délais permettant d'agir, la procédure ultime de secours suivante est à utiliser :

- envoi d'un courriel au RMO aux adresses suivantes :

- sebastien.barcelo@intradef.gouv.fr ;
- vincent.paque@intradef.gouv.fr ;
- csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr.

Le contenu de l'échange doit mentionner le numéro de la demande d'assistance fourni par le support d'assistance en ligne de la PLACE et apporter la preuve formelle, par une copie écran ou autre moyen certifié, que le problème du dépôt de pli provient d'une défaillance ou d'une maintenance technique de la PLACE.

Lorsque le dysfonctionnement perdure jusqu'au DRC, le RMO prolonge la date limite afin de permettre aux opérateurs économiques impactés par le blocage de déposer leur pli comme prévu initialement par la consultation. La durée de prolongation du DRC ne pourra excéder vingt-quatre heures, à compter de l'heure de rétablissement effectif de la plateforme électronique.

Les candidats veilleront à la complétude de leur dépôt, satisfaisant l'intégralité des attendus définis aux articles 6 et 7 du présent règlement de la consultation.

7.3. Conditions de transmission des plis

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques sur le profil acheteur dédié, PLACE, atteignable à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les soumissionnaires doivent considérer le temps matériel nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai prescrit, tel qu'annoncé et fixé par le RMO, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit. Les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont immédiatement rejetés par le RMO en application de l'article [R.2343-2](#) du CCP.

En cas d'envois successifs, à l'exclusion de la nécessité, peu probable, d'avoir recours à une dissociation du pli en raison de contraintes informatiques de taille admissible et à la condition que cela soit exprimé au préalable, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Chaque pli déposé est considéré comme candidature homogène. Dès lors, si le candidat est amené à compléter sa candidature avant l'échéance du DRC, il devra procéder à un nouvel envoi intégral, comprenant l'ensemble des pièces exigées au titre de la candidature.

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Après le dépôt du pli sur la plateforme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au RMO.

Par ailleurs, il appartient à l'opérateur ayant transmis son pli de veiller au contenu des fichiers transmis, l'accusé de réception attestant uniquement de la réception des fichiers mais en aucun cas de la complétude du pli au regard des attentes du présent RC.

ARTICLE 8 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

8.1. Exclusion de la procédure

Est exclu de la procédure tout candidat auquel le RMO ne peut attribuer le contrat au terme de la procédure de passation du présent marché public, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...).

Le RMO peut légitimement, à tout moment au cours de la procédure de passation du présent marché public, demander à un opérateur économique de clarifier ou de compléter les informations ou les documents liés à la vérification de son origine dans un délai approprié.

Lorsque l'opérateur économique ne fournit pas ces informations ou ces documents sans apporter d'explication raisonnable, empêchant ainsi le RMO de vérifier son origine ou rendant cette vérification pratiquement impossible ou très difficile, cet opérateur économique est exclu de la participation à la présente procédure de passation de marché public.

8.2. Dispositif e-Attestations

Le RMO est doté d'accès au portail internet [Aproval](#) (ex-e-Attestations) afin de simplifier et de sécuriser les échanges administratifs obligatoires pendant la durée de vie du marché.

L'utilisation de cette plateforme est totalement gratuite pour les opérateurs économiques et permet d'y déposer régulièrement, et en toute sécurité, les attestations et documents administratifs

demandés durant la période d'exécution du marché. Certaines données sont directement incrémentées par des tiers producteurs de confiance comme le RNE²⁸, les URSSAF et la DGFiP²⁹.

Pour cela, les opérateurs économiques doivent au préalable créer un compte puis, compléter les informations et documents manquants.

8.3. Mise au point éventuelle

Le RMO et les futurs soumissionnaires retenus pourront procéder à une mise au point des composantes du marché public. Cette mise au point ne pourra avoir pour objet ou effet de modifier des éléments substantiels du présent marché ou de l'offre qui sera remise.

8.4. Éléments additionnels, de contexte, relevant de la phase de remise des offres

Les éléments subsidiaires, jugés utiles à la réflexion des opérateurs économiques dans leur démarche de candidature, sont présentés au titre de cette sous-section en ayant pour seul objectif de dévoiler les points saillants attachés à la phase de remise des offres ainsi qu'aux conditions d'exécution du futur support contractuel, tel que cela est envisagé au stade actuel de la réflexion. Ces données restent indicatives et ne constituent pas un engagement formel sur la définition future des phases précitées.

8.4.1. Conditions de prix et TVA

Les prix attendus au stade de la phase de remise des offres seront révisables, établis selon la forme de prix forfaitaires appliqués aux travaux et prestations requis (incluant l'intégralité des dispositions générales).

Les montants forfaitaires seront détaillés dans les décompositions des prix globales et forfaitaires (DPGF) prévues par lot.

Le contenu des prix sera établi conformément à [l'article 9](#) du CCAG Travaux.

Cette révision est prévue d'être effectuée par application au prix du marché d'un coefficient donné par une formule fondée sur des indices différenciés, spécifiquement dédiés à la composante dominante des différents domaines d'activité représentés au sein du lot concerné, en veillant à maintenir un équilibre financier global à destination des différents corps d'état constitutifs.

Au stade actuel de son élaboration, il est prévu que ladite formule paramétrique revête la forme suivante :

$$Pr = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times \frac{I(m-3)}{I(m_0-3)})$$

Où :

- P_r = Prix révisé ;
- P_0 = Prix initial du marché, fixé dans l'offre du titulaire en valeur du mois d'échéance du délai de remise des offres ;
- I_{m-3} = Valeur de l'index trois mois avant le mois de facturation ;
- I_{m_0-3} = Valeur de l'index trois mois avant le mois m_0 d'échéance du délai de remise des offres.

Le calcul de la révision applicable n'interviendra qu'au moment où la valeur de l'index sera réelle, excluant les index qualifiés de publiés ou connus. En absence d'index réel, il sera décidé de surseoir à la révision jusqu'à l'atteinte de cette condition, avec une application rétroactive.

En cas de déréférencement d'une des séries retenues, la prolongation sera mise en œuvre au moyen du coefficient de raccordement défini par l'INSEE³⁰.

Les révisions seront appliquées à l'état d'avancement des travaux tel que facturé et certifié pour l'application des dispositions de l'article [12.1.1](#) du CCAG Travaux.

²⁸ [Registre national des entreprises.](#)

²⁹ [Direction générale des Finances publiques.](#)

³⁰ [Institut national de la statistique et des études économiques.](#)

Index retenus :

Identifiant du lot	Prix concernés	Index de révision
Lot n°2 - VRD - ESPACES VERTS	Tous	TP01
Lot n°3 - GC	Tous	BT06
Lot n°4 - CLOS COUVERT	Tous	BT49
Lot n°5 - CHARPENTE - MÉTALLERIE - PROTECTION FEU	Tous	BT07
Lot n°6 - CVC - SANITAIRES	Tous	BT41
Lot n°7 - INCENDIE	Tous	BT38
Lot n°8 - ÉLECTRICITÉ	Tous	BT47
Lot n°9 - ÉQUIPEMENTS LOGISTIQUE	Tous	CPF24

Taux de TVA en vigueur au lancement de la présente procédure : 20%

8.4.2. Avance

Le versement d'une avance à destination des titulaires sera prévu par les pièces du marché.

Conformément à l'article [R.2391-6](#) du CCP, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance initialement définis ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement court à compter de la date d'effet de l'acte qui emporte le commencement d'exécution du marché (lot considéré).

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-contractants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles [R.2393-36](#), [R.2393-37](#) et [R.2393-38](#) du CCP ; à cette fin, le titulaire transmettra sans délai aux services administratifs du RMO la demande de versement émise par son sous-contractant.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article [R.2391-7](#) du CCP ; il s'impute sur les sommes dues au sous-contractant dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent au titulaire, conformément à l'article [R.2393-39](#) du CCP.

8.4.3. Taux de l'avance

En application de l'article [R.2391-4](#) du CCP et selon l'option « A » de l'article [10.1](#) du CCAG Travaux, le taux de l'avance est de 30 %, sans distinction de catégorie d'entreprise telle que par le [décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008](#).

Ce taux s'applique au montant initial, toutes taxes comprises, de chaque lot, il est calculé en tenant compte des modalités de l'article [R.2391-3](#) du CCP.

8.4.4. Clauses de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article [R.2394-1](#) du CCP, le présent marché public pourra être modifié quel qu'en soit le montant, dans les circonstances suivantes :

- en s'adressant au strict périmètre du marché, lors de la modification de l'étendue des travaux nécessaires, leur localisation précise sur l'emprise, l'implantation physique des équipements indispensables à la mise en exploitation des installations ainsi que leur nombre, la prise en compte des potentielles évolutions réglementaires ou normatives ;
- lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article [R.2394-1](#) du CCP, des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial, à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants ;
- lorsqu'intervient un changement des points de contact ou des coordonnées des différents

intervenants ;

- lorsqu'intervient un changement de comptable assignataire et/ou d'imputation budgétaire ;
- lors de la survenance de circonstances ou d'éléments impondérables tels que climatiques, sanitaires, sociaux ou de toute autre nature, qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir ;
- à l'occasion de la modification de durée d'exécution définie par le calendrier détaillé d'exécution, ou de l'ordonnancement des travaux ;
- afin d'acter un changement de titulaire lors d'une cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption, réorganisation interne) à la condition que cela n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux.

8.4.5. Critères de jugement des offres

Intitulé du lot	Coefficients de jugement des offres				
	Prix	Gestion du risque et de l'interface pyrotechnique	Organisation / Méthodologie	Mise en service	Développement durable
Lot n°2 - VRD - ESPACES VERTS	50%	25%	15%		10%
Lot n°3 - GC	50%	15%	25%		10%
Lot n°4 - CLOS COUVERT	55%		35%		10%
Lot n°5 - CHARPENTE - MÉTALLERIE - PROTECTION FEU	55%		35%		10%
Lot n°6 - CVC - SANITAIRES	50%		25%	15%	10%
Lot n°7 - INCENDIE	50%		25%	15%	10%
Lot n°8 - ÉLECTRICITÉ	50%		25%	15%	10%
Lot n°9 - ÉQUIPEMENTS LOGISTIQUE	65%		25%		10%

ARTICLE 9 - LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français par un traducteur agréé auprès d'une cour d'appel située sur le territoire français ; cette traduction fournie primant sur le document original.

ARTICLE 10 - UNITÉ MONÉTAIRE

L'unité monétaire utilisée dans le cadre de la présente procédure de consultation est l'Euro.

ARTICLE 11 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ

Les candidats sont tenus de ne pas divulguer à des tiers n'ayant pas le besoin d'en connaître, le contenu de la présente procédure ainsi que celui de leurs plis de candidature puis d'offre durant ou après leur élaboration, jusqu'à l'accomplissement des formalités de publicité du marché. Ils doivent en outre impérativement remettre l'annexe 2 « 1_2_annexe_2_RC_TVX-PLV_accord_confidentialite » au présent RC, dûment renseignée et revêtue des signatures requises.

ARTICLE 12 - CONTENTIEUX

En application de l'article [R.2385-1](#) du CCP, pour cause d'infructuosité ou au motif de l'intérêt général, le RMO peut abandonner la présente procédure en motivant sa décision, sans pour autant que cela puisse donner droit à une quelconque indemnisation des opérateurs économiques ayant participé,

fondée sur les frais engagés lors de la constitution de la candidature, de l'offre ultérieure ou d'un éventuel manque à gagner.

Voies et délais de recours :

1. référé précontractuel (article [L.551-1](#) du Code de la Justice Administrative –CJA), la requête devant être introduite avant la conclusion du contrat ;
2. recours pour excès de pouvoir contre la décision du pouvoir adjudicateur (RPA/RMO) d'abandonner la procédure de marché en la rendant infructueuse ou sans suite et/ou les clauses réglementaires du contrat dans un délai de deux mois (article [R.421-1](#) du CJA) à compter de la publication ou notification de la décision attaquée ;
3. recours indemnitaire (article [R.421-1 et suivants](#) du CJA), dans les deux mois à compter d'une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est :

Tribunal Administratif de Nancy

5 place de la Carrière

C.O. n° 20038

54036 NANCY CEDEX.

Téléphone. : 03.83.17.43.43

Messagerie électronique du greffe : greffe.ta-nancy@juradm.fr

Documentation : documentation.ta-nancy@juradm.fr

Télécopieur : 03.83.17.43.50

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Centre de Soutien Technique et Administratif

Bureau Achats – C/O - Cellule contrôle interne juridique

47 rue Sainte Catherine - Caserne Thiry

Course spéciale 60016

54035 NANCY CEDEX

Tél. : 03.83.19.35.39

Courriel : sebastien.barcelo@intradef.gouv.fr

en mettant en copie : csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr
et vincent.paque@intradef.gouv.fr

ARTICLE 13 - MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Au stade de la candidature, la signature électronique des documents requis n'est pas imposée.

Elle sera exigée au stade de la phase de remise des offres.

Chaque document à signer devra être signé ou cosigné individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

D'une manière générale, lorsque la signature électronique des documents est requise, il est souhaité qu'elle soit de préférence exécutée au format PDF® intégrant une signature conforme aux exigences du présent article, au format PAdES. **Il est demandé de veiller à autoriser l'apposition des signatures ultérieures sur les documents signés ou la cosignature.**

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- sur le portail internet PLACE ([guide d'utilisation- utilisateur entreprise](#)) ;
- dans [le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés publics](#) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.

En application de l'[arrêté du 22 mars 2019](#) relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique ;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au [Règlement \(UE\) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014](#) sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- la signature électronique qualifiée (niveau 4).

ARTICLE 14 - ANNEXES

annexe 1 au RC	Cadre de réponse des conditions de participation
annexe 2 au RC	accord de confidentialité
DC1 - PLV	
DC2 - PLV	